

Groupe de travail VII

Document de travail 72

## **Groupe de travail VII "Action extérieure de l'UE"**

**Objet: Propositions d'amendements présentés par Mme Pascale Andréani sur le projet révisé de rapport final (WG VII – WD 21 REV 3)**

Les membres du Groupe de travail VII « Action extérieure » trouveront ci-joint un document de Mme Pascale Andréani, représentante du gouvernement français, membre suppléant de la Convention.

---

## **OBSERVATIONS SUR LE PROJET REVISE DE RAPPORT FINAL DU GROUPE ACTION EXTERIEURE**

Le projet de rapport final du groupe "action extérieure", tel que révisé, constitue une bonne base pour la discussion de la prochaine session plénière.

Il présente un certain nombre d'avancées que nous souhaitons dans la recherche d'une plus grande cohérence de l'action extérieure de l'Union. Ainsi, s'agissant de la politique de développement, ses recommandations rejoignent les préoccupations françaises d'une plus grande synergie entre les politiques étrangère et de développement de l'Union. Nous souhaitons cependant que les décisions d'affectation des ressources permettent de maintenir un effort tout particulier pour les proches voisins de l'Union et ses partenaires historiques, ce qui n'est pas reflété dans le rapport.

Par ailleurs, le rapport souligne bien que l'amélioration des conditions de financement de la politique étrangère de l'Union est une garantie essentielle d'une plus grande efficacité de l'action de l'Union par une mobilisation rapide de l'ensemble des moyens à sa disposition.

La cohérence et la crédibilité de l'action extérieure de l'Union vont de pair, pour les autorités françaises, avec la responsabilité : une véritable diplomatie européenne ne saurait émerger, à ce stade du développement de l'Union, que de la convergence organisée des intérêts des Etats membres. C'est la raison pour la quelle le Conseil doit conserver une place prépondérante au sein du dispositif institutionnel de la politique étrangère de l'Union. Les recommandations du groupe, s'agissant de la mise en place d'un représentant extérieur de l'Union selon la formule de la "double casquette", du rôle du Parlement européen en matière de politique étrangère et des modalités de la représentation extérieure de l'Union, ne répondent pas pleinement à cette préoccupation.

Par ailleurs, s'agissant de la participation de l'Union européenne aux organisations internationales, il est très important qu'elle tienne compte, non seulement de la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres, mais aussi du statut particulier de certaines organisations et des obligations particulières de certains Etats membres.

Enfin, le projet de rapport mentionne un très large consensus en faveur de la modification des dispositions en matière de politique commerciale. Mais il importe qu'il précise que ces propositions se font dans le respect de la répartition actuelle des compétences entre l'Union et les Etats membres. /.

---